



**Déclaration liminaire**  
**au CHSCT du 15 mai 2017**

Évreux, le 15 mai 2017

Monsieur le Président,

Nous ne pouvons commencer ce CHSCT sans évoquer les résultats catastrophiques du baromètre social de décembre 2016 à la DGFIP...quelques chiffres : 63 % des agents sont pessimistes sur leur avenir au sein de notre administration (ils étaient 52 % en 2013), 73% affirment manquer de temps pour s'informer et 62 % pour accomplir correctement leur travail. 95 % (soit 5 % de plus qu'en juin 2015) ont le sentiment de travailler dans l'urgence ! 67 % d'entre eux jugent le climat social mauvais ou très mauvais (+ 6%). Ils sont 73 % à penser que la DGFIP n'évolue pas dans le bon sens (66 % en juin 2015), 78 % que l'administration ne les écoute toujours pas, et 71 % (+3 %) disent que l'attention portée aux conditions de travail est insuffisante. Le rythme du changement est jugé trop rapide par la quasi-totalité des directions. Il s'agit là de la synthèse nationale et sur le sujet, nous aimerions que soit communiqué au CHSCT les résultats pour notre département.

Concernant le DUERP national, les RPS représentent 30 % de l'ensemble des risques d'expositions. Plus de 63 % des agents sont concernés par la situation d'exposition liée à la quantité de travail.

Les chiffres sont donc accablants. Ceci confirme, malheureusement, le constat que porte Solidaires Finances depuis des années. Combien de baromètres faudra-t-il encore aux ministres et aux responsables de la DGFIP pour prendre conscience du fossé grandissant entre leurs décisions, leurs orientations, et la réalité quotidienne ?

L'ergonomie et la compatibilité des logiciels et applications, la stabilité des règles et pratiques de gestions, le respect des droits et garanties des agents, la prise en compte de l'impact calendaire cumulé des directives sur la charge quotidienne sont des sujets très concrets dont nous demandons depuis longtemps à ce qu'ils soient abordés et qu'une VRAIE écoute et qu'un VRAI dialogue social ait lieu. Il est nécessaire et indispensable. Mais en face pas de réponse...

Le Directeur Général continu à ne rien entendre, à n'écouter personne, et à s'autopersuader que lui seul à raison et que tous les autres ont tort. Quelle responsabilité et quelle vanité de croire que l'on peut avoir raison contre tous ses agents...

Quant à la note d'orientation ministérielle, nous prenons acte de la volonté de l'administration de renforcer le dialogue social sur les conditions de travail via notamment la constitution de dossiers d'impact.

Pour Solidaires Finances, il est plus que temps de prendre la mesure de l'ampleur des enjeux humains, qui doivent être et demeurer la ligne centrale et indépassable de toute réforme ou restructuration. Solidaires Finances croit qu'une autre voie est possible. Il est plus qu'urgent d'écouter, enfin, les agents et qu'une réflexion ouverte et approfondie ait lieu sur les besoins de notre administration dans les années à venir.

Les représentants Solidaires Finances au CHSCT de l'Eure.